GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 2674 [C − 99/29416]

5 MAI 1999. — Arrêté du Gouvernement le la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 6*bis* modifié par la loi du 31 juillet 1975 et par le décret de la Communauté française du 31 mai 1989;

Vu les lois sur l'enseignement technique, coordonnées le 30 avril 1957, notamment l'article 17;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale de l'enseignement secondaire, notamment l'article 5, § 1er, modifié par la loi du 31 juillet 1975;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985, l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986, l'arrêté royal du 1er juin 1987, l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 et les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993, 20 juin 1994, 24 avril 1995, 15 juillet 1996, 13 juin 1997 et 2 avril 1998;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 26 février 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mars 1999;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 8 mars 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d Etat donné le 7 avril 1999 en application de l'article 84, alinéa 1er, 1° des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1999,

Arrête :

Article 1er. L'article 6 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire est complété par un second alinéa libellé comme suit :

« Pour les élèves issus de l'enseignement spécial, les conditions spécifiques d'admission sont fixées à l'article 59 du présent arrêté. »

Art. 2. A l'article 12 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 juillet 1993 et modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 20 juin 1994, 15 juillet 1996 et 2 avril 1998, sont apportées les modifications suivantes :

« 1° au 2°, c), les mots « dans l'enseignement secondaire ordinaire » sont remplacés par les mots « dans l'enseignement secondaire de plein exercice »;

« 2° au 2°, d), les mots « dans l'enseignement secondaire ordinaire » sont remplacés par les mots « dans l'enseignement secondaire de plein exercice » ».

Art. 3. A l'article 15, 3°, d), du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996 et modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 juin 1997, les mots « dans l'enseignement secondaire ordinaire » sont remplacés par les mots « dans l'enseignement secondaire de plein exercice ».

Art. 4. Le paragraphe 1er de l'article 17 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Sans préjudice des dispositions de l'article 19, peuvent être admis comme élèves réguliers dans l'année de perfectionnement ou de spécialisation de type I organisée au terme du troisième degré et visée à l'article 4, § 1er, 4° et 5°;

1° dans l'enseignement technique et artistique :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de I'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

b) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la septième année de l'enseignement secondaire professionnel;

c) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique et qui ont ultérieurement obtenu, en application de l'article 58, § 1er ou § 2, un certificat de qualification de la sixième année de l'enseignement technique ou artistique, dans une subdivision présentant un caractère de correspondance par rapport à celle de l'année de perfectionnement ou de spécialisation ».

2° Dans l'enseignement professionnel :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire;

b) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année professionnelle de l'enseignement en alternance tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 janvier 1999;

c) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel et qui ont ultérieurement obtenu, en application de l'article 58, § 1er ou § 2, un certificat de qualification de la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, dans une subdivision présentant un caractère de correspondance par rapport à celle de l'année de perfectionnement ou de spécialisation ».

Art. 5. L'article 31 du même arrêté est complété par un second alinéa libellé comme suit :

« Pour les élèves issus de l'enseignement spécial, les conditions spécifiques d'admission sont fixées à l'article 59 du présent arrêté ».

Art. 6. A l'article 36 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 19 juillet 1993, 15 juillet 1996 et 2 avril 1998, sont apportées les modifications suivantes :

« 1° au 3°, c), les mots « dans l'enseignement secondaire ordinaire » sont remplacés par les mots « dans l'enseignement secondaire de plein exercice »;

« 2° au 3°, d), les mots « dans l'enseignement secondaire ordinaire » sont remplacés par les mots « dans l'enseignement secondaire de plein exercice ».

Art. 7. A l'article 38, 3°, *d)* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, les mots « dans l'enseignement secondaire ordinaire » sont remplacés par les mots « dans l'enseignement secondaire de plein exercice ».

Art. 8. Le paragraphe 1er de l'article 40 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Sans préjudice de l'article 44, peuvent être admis comme élèves réguliers dans l'année de perfectionnement ou de spécialisation du cycle secondaire supérieur de type II,

1° dans l'enseignement technique :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

b) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la septième année de l'enseignement secondaire professionnel;

c) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique et qui ont ultérieurement obtenu, en application de l'article 58, § 1er ou § 2, un certificat de qualification de la sixième année d'enseignement technique ou artistique, dans une subdivision présentant un caractère de correspondance par rapport à celle de l'année de perfectionnement ou de spécialisation ».

2° dans l'enseignement professionnel :

a) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire;

b) les élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel et qui ont ultérieurement obtenu en application de l'article 58, § 1er ou § 2, un certificat de qualification de la sixième année de l'enseignement secondaire professionnel, dans une subdivision présentant un caractère de correspondance par rapport à celle de l'année de perfectionnement ou de spécialisation ».

Art. 9. A l'article 56, 1°, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 juillet 1996, sont apportées les modifications suivantes :

1° le point a), est remplacé par la disposition suivante :

« *a)* les changements de forme d'enseignement et de subdivision par les articles 9, 20, § 1er, § 2 et § 3, 33 et 45, § 1er »;

2° le point *c)* est supprimé.

Art. 10. L'article 59 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 59 : Sans préjudice de l'application, dans certains cas, de l'arrêté du Gouvernement du 3 janvier 1995 relatif à l'intégration permanente dans l'enseignement ordinaire de certains élèves relevant de l'enseignement spécial, les passages de l'enseignement spécial à l'enseignement secondaire ordinaire doivent s'opérer dans le respect des conditions d'admission fixées par le présent arrêté pour les élèves issus de l'enseignement de forme 4.

Dans des cas individuels et exceptionnels, le Ministre peut, à la demande du chef l'établissement s'appuyant sur un avis motivé du conseil ou du jury d'admission, dispenser des conditions fixées aux articles 9 à 15 et 35 à 38, les élèves qui veulent passer de l'enseignement spécial de forme 4 à l'enseignement secondaire ordinaire.

Les années d'étude de l'enseignement secondaire ordinaire auxquelles peuvent accéder les élèves issus de l'enseignement spécial de forme 3 sont déterminées par le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions.

L'autorisation de passage de l'enseignement spécial à l'enseignement secondaire ordinaire nécessite l'avis favorable du conseil ou du jury d'admission, la demande écrite des parents, de la personne exerçant l'autorité parentale ou de l'élève s'il est majeur, ainsi que l'attestation d'avis de l'organisme de guidance accompagnée d'un protocole justificatif.

Les élèves issus des formes 1 et 2 de l'enseignement spécial ne sont pas concernés par le passage vers l'enseignement secondaire ordinaire sauf, dérogation ministérielle accordée dans des cas exceptionnels, sur demande introduite par le chef d'établissement d enseignement secondaire ordinaire, après avis favorable de l'organisme de guidance et de l'inspection pédagogique de l'enseignement spécial.

Sans préjudice des dispositions de l'article 21, § 3, du présent arrêté, les élèves issus de l'enseignement spécial de forme 4 ne peuvent fréquenter le premier degré de l'enseignement secondaire ordinaire pendant plus de trois années scolaires, en ce compris l'année ou les années accomplies dans l'enseignement secondaire spécial.

Les dispositions de l'article 21, § 3, ne s'appliquent pas aux élèves issus de l'enseignement spécial de forme 3, et aux élèves qui, issus de l'enseignement spécial des formes 1 et 2, sont visés à l'alinéa 5 du présent article ».

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1999 à l'exception de l'article 9 qui entre en vigueur au 1er janvier 1999.

Art. 12. Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 mai 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 2674 [C − 99/29416]

5 MEI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, inzonderheid op artikel 6 bis gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975 en bij het decreet van de Franse Gemeenschap van 31 mei 1989;

Gelet op de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd op 30 april 1957, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur van het secundair onderwijs, inzonderheid op artikel 5, § 1, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 juli 1985, het koninklijk besluit nr 438 van 11 augustus 1986, het koninklijk besluit van 1 juni 1987, het besluit van de Executieve van 30 augustus 1989 en de besluiten van de Regering van 19 juli 1993, 20 juni 1994, 24 april 1995, 15 juli 1996, 13 juni 1997 en 2 april 1998;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 26 februari 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 9 maart 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 maart 1999 over de aanvraag om advies dat de Raad van State binnen een maand moet uitbrengen;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 7 april 1999, in toepassing van artikel 84, lid 1, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitster, belast met het onderwijs;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1999,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 6 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs wordt aangevuld met een lid twee, luidend als volgt :

« Voor de leerlingen die uit het buitengewoon onderwijs komen, worden de specifieke toelatingsvoorwaarden bij artikel 59 van dit besluit vastgesteld. »

Art. 2. In artikel 12 van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 en gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 juni 1994, 15 juli 1996 en 2 april 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1° in 2°, *c)* worden de woorden « in het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « in het secundair onderwijs met volledig leerplan »;

« 2° in 2°, *d)* worden de woorden « in het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « in het secundair onderwijs met volledig leerplan ».

Art. 3. In artikel 15, 3°, *d)* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996 en gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 juni 1997 worden de woorden « in het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « in het secundair onderwijs met volledig leerplan ».

Art. 4. Paragraaf 1 van artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 19 mogen als regelmatig ingeschreven leerlingen toegelaten worden in het vervolmakings- of specialisatiejaar van type I, op het einde van de derde graad en bedoeld bij artikel 4, § 1, 4°en 5° :

1° in het technisch en kunstonderwijs :

a) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het algemeen, technisch of kunstsecundair onderwijs hebben beëindigd;

b) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zevende jaar van het beroepssecundair onderwijs hebben beëindigd;

c) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het algemeen, technisch of kunstsecundair onderwijs hebben beëindigd en die daarna in toepassing van artikel 58, § 1 of § 2 een kwalificatiegetuigschrift voor het zesde jaar van het technisch onderwijs of van het kunstonderwijs hebben behaald in een afdeling waarvan de aard overeenstemt met die van het vervolmakings- of specialisatiejaar. ».

2° in het beroepsonderwijs :

a) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het secundair onderwijs hebben beëindigd;

b) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het alterend beroepsonderwijs hebben beëindigd, zoals bepaald in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 januari 1999;

c) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs hebben beëindigd en die daarna in toepassing van artikel 58, § 1 of § 2 een kwalificatiegetuigschrift voor het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs hebben behaald in een afdeling waarvan de aard overeenstemt met die van het vervolmakings- of specialisatiejaar. »

Art. 5. Artikel 31 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

« Voor de leerlingen die uit het buitengewoon onderwijs komen, worden de specifieke toelatingsvoorwaarden bij artikel 59 van dit besluit vastgesteld. »

Art. 6. In artikel 36 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Regering van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993, 15 juli 1996 en 2 april 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 1° in 3°, *c)* worden de woorden « in het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « in het secundair onderwijs met volledig leerplan »;

« 2° in 3°, *d)* worden de woorden « in het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « in het secundair onderwijs met volledig leerplan ».

Art. 7. In artikel 38, 3°, *d)* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, worden de woorden « in het gewoon secundair onderwijs » vervangen door de woorden « in het secundair onderwijs met volledig leerplan ».

Art. 8. Paragraaf 1 van artikel 40 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. Onverminderd de bepalingen van artikel 44 mogen als regelmatig ingeschreven leerlingen toegelaten worden in het vervolmakings- of specialisatiejaar van de hogere secundaire cyclus van type II :

1° in het technisch onderwijs :

a) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het algemeen, technisch of kunstsecundair onderwijs hebben beëindigd;

b) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zevende jaar van het beroepssecundair onderwijs hebben beëindigd;

c) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het algemeen, technisch of kunstsecundair onderwijs hebben beëindigd en die daarna in toepassing van artikel 58, § 1 of § 2 een kwalificatiegetuigschrift voor het zesde jaar van het technisch of kunstonderwijs hebben behaald in een afdeling waarvan de aard overeenstemt met die van het vervolmakings- of specialisatiejaar. »

2° in het beroepsonderwijs :

a) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het secundair onderwijs hebben beëindigd;

b) de regelmatig ingeschreven leerlingen die met vrucht het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs hebben beëindigd en die daarna in toepassing van artikel 58, § 1 of § 2 een kwalificatiegetuigschrift voor het zesde jaar van het beroepssecundair onderwijs hebben behaald in een afdeling waarvan de aard overeenstemt met die van het vervolmakings- of specialisatiejaar. »

Art. 9. In artikel 56, 1°, van hetzelfde besluit, vervangen door het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juli 1996, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt *a)* wordt vervangen door de volgende bepaling :

« a) de wijzigingen inzake onderwijsvorm en onderverdeling door de artikelen 9, 20, § 1, § 2 en § 3, 33 en 45, § 1;

2° punt *c)* wordt afgeschaft.

Art. 10. Artikel 59 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 59. Onverminderd de toepassing, in sommige gevallen, van het besluit van de Regering van 3 januari 1995 betreffende de permanente integratie in het gewoon onderwijs van sommige leerlingen die uit het buitengewoon onderwijs komen, moet de overgang van het buitengewoon onderwijs naar het gewoon secundair onderwijs gebeuren in naleving van de toelatingsvoorwaarden vastgesteld bij dit besluit voor de leerlingen die uit het onderwijs van vorm 4 komen.

In individuele en buitengewone gevallen, kan de minister, op het verzoek van het inrichtingshoofd steunend op een gemotiveerd advies van de toelatingsraad of de toelatingscommissie de leerlingen die wensen over te gaan van het buitengewoon onderwijs van vorm 4 naar het gewoon secundair onderwijs, vrijstellen van de voorwaarden bepaald bij de artikelen 9 tot 15 en 35 tot 38.

De studiejaren van het gewoon secundair onderwijs waartoe de leerlingen, die uit het buitengewoon onderwijs van vorm 3 komen, mogen toetreden, worden bepaald door de Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort.

Om toelating te bekomen over te gaan van het buitengewoon onderwijs naar het gewoon secundair onderwijs, worden een gunstig advies van de toelatingsraad of van de toelatingscommissie, het schriftelijk verzoek van de ouders, van de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent of van de leerling indien hij meerderjarig is, alsook het attest van advies van de begeleidingsinstelling samen met een protocol ter verantwoording, vereist.

De leerlingen die uit de vormen 1 en 2 van het buitengewoon onderwijs komen, zijn niet betrokken bij de overgang naar het gewoon secundair onderwijs behoudens ministeriële afwijking toegekend in uitzonderlijke gevallen, op het verzoek ingediend door het hoofd van een inrichting voor het gewoon secundair onderwijs, na gunstig advies van de begeleidingsinstelling en de pedagogische inspectie van het buitengewoon onderwijs.

Onverminderd de bepalingen van artikel 21, § 3, van dit besluit, mogen de leerlingen die uit het buitengewoon onderwijs van vorm 4 komen, de eerste graad van het gewoon secundair onderwijs gedurende meer dan drie schooljaren niet volgen, met inbegrip van het jaar of de jaren die zij in het buitengewoon secundair onderwijs hebben doorgebracht.

De bepalingen van artikel 21, § 3 zijn niet van toepassing op de leerlingen die uit het buitengewoon onderwijs van vorm 3 komen noch op de leerlingen die, wanneer zij uit het buitengewoon onderwijs van de vormen 1 en 2 komen, bedoeld worden bij lid 5 van dit artikel. »

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1999, behoudens artikel 9 dat op 1 januari 1999 in werking treedt.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 mei 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitster, belast met het onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX

F. 99 — 2675 [C − 99/29385]

21 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et l'arrêté royal du 18 novembre 1991 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

Vu l'arrêté royal du 18 novembre 1991 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membres du personnel;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1994 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Services du Gouvernement de Communautés et de Régions et des Collèges de la Commission communautaire commune et de la Commission communautaire française ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 64;

Vu le protocole n° 223 du Comité de Secteur XVII, conclu le 9 juin 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 juin 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 juin 1999;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 4 juin 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, telle que modifiées;

Vu l'urgence spécialement motivée par le fait qu'en exécution de l'accord sectoriel du 22 mars 1999, les indemnités kilométriques dues pour l'utilisation du véhicule de l'agent pour raison de service doivent être augmentées à partir du 1er janvier 1999 et que la condition de distance minimale obligatoire pour obtenir le remboursement partiel des frais de déplacement doit être supprimée à la même date;

Considérant qu'en conséquence, la réforme de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours et l'arrêté royal du 18 novembre 1991 réglant l'intervention de l'Etat et de certains organismes d'intérêt public dans les frais de transport des membre du personnel doit intervenir sans délai;

Sur la proposition du Ministre de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 21 juin 1999,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, ainsi qu'aux membres du personnel statutaire des organismes d'intérêt public relevant du Comité de Secteur XVII.

Art. 2. L'article 12 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours est modifié comme suit :

1° l'alinéa 1er est remplacé par l'alinéa suivant :

« Les autorisations d'utiliser, pour les besoins du service, un véhicule à moteur personnel, font l'objet d'un arrêté pris par le Ministre intéressé, sur avis de l'Inspecteur des Finances. Les autorisations sont valables jusqu'au 31 décembre de chaque année. »

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« L'arrêté visé à l'alinéa 1er fixe également le maximum kilométrique annuel autorisé et, s'il échet, la puissance imposable maximum de la voiture admise pour la liquidation de l'indemnité ainsi que la localité dont il est question dans l'article 14, alinéa 2. »

Art. 3. L'article 16 du même arrêté est abrogé à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif à l'acquisition, la location et l'utilisation de véhicules destinés aux Services du Gouvernement de la Communauté française, à certains organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française et aux Cabinets des Ministres Membres du Gouvernement de la Communauté française sauf en ce qu'il rend applicable l'article 4 dudit arrêté.